

## QUI PAIERA POUR SAUVER LA PLANÈTE ?

Pascale Taminiaux

Senior Project Coordinator à la Fondation Roi Baudouin

Pascale Taminiaux est Senior Project Coordinator à la Fondation Roi Baudouin, à Bruxelles. Elle travaille sur les questions de justice sociale et de pauvreté, notamment sur la précarité énergétique et l'équité dans la transition énergétique. Elle était auparavant consultante dans les domaines de l'environnement, de la santé et de la RSE pour de nombreuses entreprises belges et internationales. Depuis plus de 45 ans, la Fondation Roi Baudouin agit pour le bien commun aux côtés de nombreux partenaires, experts et donateurs. Ses activités visent à encourager le changement durable et positif dans la société, en Belgique, en Europe et dans le monde. Par son soutien, la Fondation aide les organisations et les personnes à s'engager, notamment par la philanthropie, pour poser les bases d'une société et d'un monde meilleurs.

« Je vis grâce à l'aide sociale. Qu'est-ce que je peux faire pour le changement climatique ? » : cette petite phrase a eu un certain retentissement dans toute l'Europe. Elle a été prononcée en Allemagne, dans le cadre d'un ensemble d'entretiens commandés par un consortium philanthropique mené par la Fondation Roi Baudouin. L'objectif de cette initiative : sonder les citoyens les plus défavorisés d'Europe sur leur ressenti, à l'heure de sevrer nos économies en charbon, pétrole et gaz pour protéger la planète, et formuler des recommandations pour des politiques de transition énergétique plus équitables.

Cette remarque souligne le dilemme auquel sont confrontés les gouvernements quand ils s'engagent à mobiliser des sommes considérables pour financer leur transition énergétique : comment faire, alors que des pans entiers de la société ont déjà des difficultés à se chauffer et se déplacer ? C'est l'une des questions qui se posent depuis l'explosion des prix des carburants, dans le sillage de la guerre en Ukraine.

Plus de 900 personnes vulnérables<sup>1</sup> ont participé à des groupes de réflexion dans neuf pays de l'UE, dans le cadre du projet Fair Energy Transition for All (FETA), piloté par la KBF (King Baudouin Foundation).

Le fait d'écouter directement leurs espoirs, leurs craintes et leurs difficultés a permis de formuler des recommandations politiques, pour que les ambitions européennes en matière de réduction des émissions de carbone bénéficient d'un meilleur soutien des populations.

<sup>1</sup> Dans le cadre de ce projet, le terme « personnes vulnérables » désigne les groupes socialement ou économiquement défavorisés et dont les intérêts ne sont souvent pas suffisamment représentés dans le débat politique. Il s'agit notamment des chômeurs, des personnes à faible revenu, des parents isolés, des jeunes ou des personnes âgées, ainsi que des employés menacés de perdre leur emploi en raison du resserrement des réglementations sur les industries à forte intensité énergétique. Ces groupes subissent généralement plus d'effets négatifs que les autres face aux politiques environnementales, et sont exclus de la plupart des avantages qui en découlent.

L'échec de la stratégie climatique du gouvernement français, qui a déclenché la crise des Gilets jaunes en 2018, a eu un retentissement considérable. Cette crise très médiatisée est née quand le gouvernement a souhaité augmenter les taxes sur les carburants, dans le but de financer sa transition énergétique. Face aux manifestations, le gouvernement a été contraint d'abandonner cette mesure censée contribuer à la baisse des émissions, mais qui pénalisait une population au budget déjà serré. L'objectif de la FETA consiste précisément à proposer des mesures climatiques plus en phase avec les attentes des populations, pour éviter un scénario comme celui de la crise des Gilets jaunes. Les résultats des groupes de discussion ouvrent la voie aux recommandations politiques européennes et nationales qui seront présentées cet automne, en novembre<sup>2</sup>. Les résultats de l'enquête confirment certaines attentes, mais apportent aussi des nuances essentielles.

## UNE DEMANDE D'ÉQUITÉ

L'enquête a révélé très peu de profils climato-sceptiques lors des groupes de discussion. La plupart des personnes vulnérables interrogées ne remettent pas en cause le changement climatique et pensent qu'il faut agir.

Les groupes de discussion ont également montré une volonté de consentir à quelques sacrifices économiques, surtout si cela profite à tous de manière équitable, et notamment aux générations futures. Nombreux sont ceux qui réduisent déjà leur consommation d'énergie, bien que ce soit généralement surtout pour faire des économies personnelles, avant de penser à l'environnement.

Pourtant, dans un contexte de creusement des inégalités en Europe, les participants, des Pays-Bas à l'Espagne en passant par la Bulgarie, ont exprimé une profonde méfiance à l'égard de leurs dirigeants. Nombre d'entre eux estimaient qu'en raison de leur faible consommation économique, ce n'était pas à eux de supporter les coûts de la transition mais à d'autres, grandes entreprises ou compatriotes plus riches. « Pourquoi devrais-je faire des efforts de mon côté, alors que les grandes entreprises polluent l'environnement sans payer un centime ? » a déclaré le citoyen allemand bénéficiaire de l'aide sociale cité plus haut.

Les spécialistes des politiques publiques devront aussi tenir compte des différences entre les groupes de populations (âge, pays etc.), notamment des habitudes de frugalité rencontrées chez les personnes âgées, à l'inverse de l'enthousiasme des plus jeunes pour la technologie, ou encore de l'attachement des Polonais au libre arbitre, dans un contexte post-communiste, qui tranche avec la préférence des Danois pour des mesures plus collectives.

<sup>2</sup> Pour en savoir plus, veuillez consulter le site [www.fair-energy-transition.eu](http://www.fair-energy-transition.eu).



Il faut également prendre en considération les obstacles au changement, notamment les logements en location, qui limitent la portée des incitations à isoler ou, dans les zones rurales, le manque d'alternatives aux véhicules

personnels et aux machines agricoles lourdes. S'en prenant à l'engouement des citoyens pour le vélo, un agriculteur espagnol s'emporte : « *Ce n'est pas en pédalant que l'on fera fonctionner un tracteur !* ».

## DONNER LA PAROLE AUX VOIX INAUDIBLES

À l'initiative de la Fondation Roi Baudouin et avec le soutien de cinq autres institutions philanthropiques - the Open Society European Policy Institute/OSF, la Mercator Stiftung, IKEA Foundation, la Deutsche Bundesstiftung Umwelt et la Fondazione Cariplo - les groupes de discussion ont été organisés l'an dernier en Allemagne, en Belgique, en Bulgarie, au Danemark, en Espagne, en France, en Italie, aux Pays-Bas et en Pologne.

Les experts du FETA ont réparti les participants en six catégories de profils<sup>3</sup> :

### Les confiants dans les autorités

**Aida, 35 ans,**  
voudrait une transition menée par le gouvernement : « *Si le gouvernement aidait les gens à renouveler leur électro-ménager pour du matériel plus économe en énergie, alors nous pourrions aller loin ! Mais personne ne veut payer...* »



### Les adeptes du retour aux choses simples

**Arlette, 70 ans,**  
s'inquiète d'avoir à utiliser les nouvelles technologies : « *Il faudrait revenir à la vie plus simple que nous avions avant. On peut être heureux tout en vivant simplement. Apprendre du passé sans nostalgie.* »



### Les partisans de la solidarité

**Nora, 40 ans,**  
explique que la transition doit resserrer les liens sociaux : « *Laisser derrière ne serait-ce qu'une seule personne serait une profonde injustice.* »



### Les inquiets

**Zofia, 46 ans,**  
s'inquiète de ne pas réussir à pourvoir aux besoins de sa famille : « *L'industrie, la technologie, les voitures... Plus on achète, plus on produit de déchets. Il y a toujours quelque chose de nouveau, de différent... C'est une véritable maladie de l'Humanité.* »



### Les impuissants

**Osman, 28 ans,**  
immigrant récent, pense que la transition concerne les riches : « *Nous sommes surtout des outsiders. C'est difficile de louer un logement et de trouver un travail. On nous donne des miettes, mais pas les ressources pour être autonomes.* »



### La prochaine génération

**Ayoub, 37 ans,**  
se soucie de l'avenir de ses enfants : « *Bien sûr qu'il faut faire des économies d'énergie, mais je ne veux pas pénaliser mes enfants en faisant moins la cuisine ou en leur demandant de prendre des douches froides.* »



<sup>3</sup> Noms et citations fictifs pour représenter une grande variété de réponses.